

ALICE LE GOFF
PRAGMATISME
ET DÉMOCRATIE
RADICALE

PARIS, CNRS ÉDITIONS, 2019

RECENSION PAR CAMILLE
FEREY

Dans son ouvrage *Pragmatisme et démocratie radicale*, Alice Le Goff fournit un certain nombre d'outils conceptuels, historiques et bibliographiques pour théoriser la démocratie à partir d'une approche critique du pragmatisme deweyen et de son héritage contemporain. L'ouvrage dresse ainsi un riche panorama des enjeux et discussions ayant cours actuellement dans le champ des théories de la démocratie, qui peut aussi bien servir d'introduction au lecteur néophyte que d'outil de travail et de réflexion pour le chercheur en philosophie politique. Alice Le Goff poursuit donc ici un travail qui, depuis sa thèse (Le Goff, 2009), a contribué à introduire en France la réflexion sur le tournant délibératif, amorcée dans les années 1980 (Girard & Le Goff, 2010 ; Sintomer & Talpin, 2011). Plus précisément, l'auteure renforce son ancrage dans une approche critique de ce tournant délibératif. Une telle approche poursuit les objectifs de démocratisation du modèle délibératif tout en prenant acte de ses limites empiriques, notamment en termes d'inclusion, et de sa nécessaire articulation avec une théorie sociale critique.

L'auteure dresse ainsi en introduction un état de l'art de ces débats en théorie de la démocratie. Elle y met en lumière, d'une part, le thème récurrent de la crise dans les réflexions sur la démocratie, rappelant du même coup que celle-ci se définit par la concomitance de son développement avec sa propre critique, et d'autre part, le rôle important des mouvements sociaux dans le regain d'intérêt pour la question démocratique. Elle rappelle surtout qu'en parallèle du tournant délibératif, le « renouvellement de la théorie démocratique » (Le Goff, 2019 : 7) a aussi un visage « radical ». Ce dernier se fonde précisément sur la critique de l'idéal rationaliste et consensualiste de la délibération.

S'inscrivant dans cette approche critique de la délibération, Alice Le Goff propose une réflexion sur les « modes d'articulation possible entre politique délibérative et politique contestataire » (Le Goff, 2011), en particulier grâce aux travaux d'Iris Marion Young (Garrau & Le Goff, 2009). D'autre part, cette approche critique passe aussi dans

ces travaux par l'usage de la philosophie pragmatiste pour amender les défauts des modèles délibératifs¹ (Le Goff, 2011a). C'est dans cette démarche que se situe le présent ouvrage. Il s'inscrit dans le renouveau de la réflexion sur la dimension politique du pragmatisme, amorcé en France dans les années 2000 (Frega, 2015). Le foisonnement de travaux, d'abord anglo-saxons, qui font le lien entre les théories de la délibération et le pragmatisme (soit pour corriger certains défauts de la délibération par une conception pluraliste et dynamique du social, soit pour clarifier les potentielles traductions institutionnelles du pragmatisme grâce aux procédures délibératives) a rendu prégnante, entre autres, la question de savoir quel modèle de démocratie était défendu par John Dewey². En France, l'accent a été mis principalement sur quatre définitions deweyennes de la démocratie : une version critique, dans la lignée des travaux d'Axel Honneth (Honneth, 1998 ; et Renault, 2012 et 2015), a insisté sur l'importance de la démocratie industrielle et sur une interprétation radicale de la théorie démocratique ; une vision « forte » de la démocratie « participative » a consisté à replacer Dewey dans le sillage de Jefferson et de Tocqueville (Zask, 2000, 2011 et 2015 ; Frega, 2020) ; un certain nombre de travaux se sont concentrés sur la définition sociale de la démocratie comme « forme de vie » (Laugier & Ogien, 2011 ; et Ogien, 2015) ; tandis que des recherches en sciences sociales ont enquêté sur le lien entre action publique, problèmes publics et mobilisations collectives et étendu la notion de public à des études sur la ville et sur les médias (par ex. Cefaï & Pasquier, 2003).

Alice Le Goff ouvre dans cet ouvrage une voie originale dans ce paysage interprétatif. En effet, elle propose d'interroger la définition deweyenne de la démocratie en la confrontant aux « théories de la démocratie radicale ». En guise de définition de ces dernières, l'auteure relève en introduction les traits communs d'un ensemble de théories qui, sans constituer un véritable courant de pensée, partagent néanmoins la centralité du « motif » de la démocratie radicale. Alice Le Goff³ montre ainsi comment des penseur·se·s comme Rancière, Mouffe, Tully, Negri ou Wolin se sont inspirés des

conceptions d'Arendt, Lefort et Castoriadis pour, dans un contexte de discrédit du marxisme, faire de différentes variantes de la démocratie radicale le cœur de leur pensée de la transformation sociale. Ce faisant, ces pensées ont surtout en commun de fonder l'émancipation sur la logique propre à un agir politique créateur et agonistique et donc d'accorder théoriquement une autonomie au politique par rapport aux dimensions sociales et économiques, notamment dans les processus de mobilisation sociale et de formation d'identités collectives. L'introduction d'Alice Le Goff, particulièrement stimulante, met en avant les limites de cet ensemble théorique, du point de vue de la philosophie sociale. Elle propose de recourir au cadre théorique du pragmatisme pour répondre aux enjeux ainsi posés, et pour élaborer une réflexion sur les conditions sociales de l'émergence de sujets et de luttes politiques. Les théories de la démocratie radicale auraient en effet tendance à présupposer, selon elle, la capacité à agir et à contester de sujets d'emblée et forcément politiques, voire héroïques. En termes d'action collective, elles se situeraient du coup souvent dans une « logique du “tout ou rien” » (Le Goff, 2019 : 15), soulignant l'aspect rare et précaire d'expériences démocratiques pensées comme moments de pureté politique. Ces réflexions nous semblent particulièrement à même d'éclairer les problématiques actuelles posées par et dans certains mouvements sociaux qui, bâtissant des « espaces sûrs » (*safe spaces*)⁴ ou des espaces de vie autonomes, entreprennent de créer en leur sein de nouveaux modes d'existence démocratiques. La conception fortement éthique du politique esquissée dans ces formes d'« action préfigurative » (Vitiello, 2019), qui caractérisent une importante partie des mouvements sociaux contemporains, pose directement la question de leur capacité à générer des transformations sociales profondes et durables, ailleurs qu'en leur sein⁵.

C'est donc à l'articulation d'une philosophie sociale et d'une philosophie politique que s'attelle l'auteure, moyennant un dialogue entre philosophies de la démocratie et sciences sociales. Ce dialogue permet de faire apparaître un double défi fondamental posé aux démocraties,

qui connaissent aujourd'hui un tournant participatif à la signification politique ambiguë : le défi consistant à *socialiser* le politique en prêtant attention aux mécanismes de production d'inégalités et de rapports de pouvoir qui entravent les dynamiques et dispositifs démocratiques ; et le défi consistant à politiser le social, à rebours d'une vision de la démocratie comme mode de gestion technique. On peut regretter néanmoins que la confrontation avec les « théories de la démocratie radicale » s'arrête à l'introduction, le reste de l'ouvrage traitant beaucoup plus du pragmatisme et de ses héritages institutionnalistes. Ce faisant, Alice Le Goff tend à valider en fait une interprétation principalement délibérative de la démocratie deweyenne, sans vraiment confronter cet idéal aux thèses radicales. *In fine*, son ouvrage porte beaucoup plus sur les critiques que l'on peut adresser au pragmatisme deweyen et à ses traductions contemporaines dans des dispositifs participatifs que sur la démocratie radicale telle qu'elle la définit en introduction. Son geste d'ouverture des discussions autour du pragmatisme et du tournant délibératif au corpus radical recèle donc des pistes de recherche fécondes et à poursuivre.

Pour ce parcours critique dans la pensée et l'héritage pragmatiste, l'auteure choisit un plan original, chrono-conceptuel, qui présente selon nous l'avantage d'opérer une généalogie des articulations entre le pragmatisme et le projet démocratique états-unien. Une telle généalogie, fidèle au contextualisme radical du pragmatisme, permet d'en comprendre les ambiguïtés et donc la diversité des réappropriations et traductions institutionnelles.

PRAGMATISME ET DÉMOCRATIE RADICALE DE L'ÈRE PROGRESSISTE À LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le premier chapitre retrace le parcours intellectuel et politique de Dewey des années 1890 à la fin des années 1930 et met en lumière la grande diversité des influences théoriques qui le jalonnent. Alice Le Goff décrit ainsi les emprunts et dialogues du pragmatisme deweyen

en construction avec la théologie protestante, l'hégélianisme, la psychologie expérimentale, le darwinisme, le marxisme, le socialisme anglais et l'économie institutionnelle. Mais l'intérêt de ce chapitre est aussi de mettre en lumière l'articulation de ces influences multiples avec des événements et engagements pratiques tout aussi marquants pour la pensée de Dewey. Celui-ci, rappelle-t-elle, s'est en effet inscrit dans des mouvements politiques comme le progressisme du tournant du XX^e siècle, qui conduira à la création d'un État social aux États-Unis, l'évangélisme social (*Social Gospel*) qui prône la prise en charge de réformes sociales par l'Église à rebours du conservatisme chrétien, ou les *settlements*, petites communautés de membres des élites qui s'établissaient dans les quartiers populaires. En outre, l'auteure montre comment des mouvements sociaux comme les grandes grèves américaines de Pullman ont influencé la théorie politique de Dewey.

Notons qu'une des pistes les plus stimulantes suggérée ici réside selon nous dans la démonstration de la récurrence et de l'évolution de la thématique religieuse tout au long de ce parcours intellectuel. En effet, alors que le jeune Dewey est marqué par une version libérale de la théologie protestante qui s'attache à penser philosophiquement un dieu rationnel et immanent, Alice Le Goff décrit la sécularisation progressive de ce principe religieux au fil de son évolution intellectuelle, jusqu'à épouser l'activité humaine : « Avoir foi, écrit Dewey, dans la révélation permanente de la vérité par l'activité humaine fondée sur la coopération et des perspectives définies est plus religieux que n'importe quelle foi dans une révélation déjà complète. » (Dewey, 2011 : 112). Les liens conceptuels et historiques entre cette théologie *humanisée* et la pensée de la démocratie constituent une piste de recherche peu explorée et pourtant très féconde. Ils ont une longue histoire aux États-Unis, depuis le développement d'une théologie libérale qui a dialogué avec les pragmatistes à Chicago ou à New York jusqu'au dialogue entre le pragmatisme et la pensée néo-institutionnelle de Vincent Ostrom (1991) qui analyse l'articulation fondamentale entre

le protestantisme et la « théologie fédérale » américaine fondée sur le principe du gouvernement communautaire local⁶.

Outre ce parcours biographique et intellectuel, Alice Le Goff met en avant la richesse philosophique de la pensée deweyenne et les positionnements politiques qui en découlent. Comme elle le rappelle à plusieurs reprises tout au long de l'ouvrage, un des aspects les plus stimulants de ce pragmatisme réside dans le dépassement qu'il opère d'un certain nombre de dualismes et d'oppositions théoriques et pratiques. Trois d'entre elles sont particulièrement mises en avant par l'auteure, et liées à des conceptions politiques spécifiques. L'opposition entre l'individu et la société, d'une part, est mise à l'écart par Dewey au profit d'un « individualisme critique » qui « recouvre l'idée que la liberté individuelle va de pair avec un processus de réalisation de soi, qui passe par la participation de chacun à la coopération sociale » (Le Goff, 2019 : 41). Cette idée centrale dans toute sa philosophie, repose sur l'articulation d'un cadre hégélien définissant la liberté comme réalisation de soi, d'une interprétation de Darwin opposée au darwinisme social d'Herbert Spencer et mettant l'accent sur les transactions entre l'organisme et l'environnement, et de la psychologie pragmatiste de Mead (1925) qui met en avant la « genèse sociale du Soi ». L'auteure montre comment cette définition des relations dynamiques et essentielles entre individu et société donne lieu à deux prises de position politiques majeures. D'une part, la défense d'une forme participative de démocratie découle de la mise en question de l'existence de caractéristiques strictement individuelles :

Les travaux de psychologie sociale de Dewey peuvent être lus comme développant un premier type de réponses aux politologues à tendance élitiste que Lippmann rejoint : son objectif est de déconstruire la psychologie sur laquelle leurs travaux s'appuient en contestant l'idée d'une nature humaine substantielle dotée d'une intelligence comme attribut individuel prédéfini (et comme drastiquement limitée en ce qui concerne le citoyen ordinaire) (Le Goff, 2019 : 79).

D'autre part, l'idée d'une transaction continue entre les individus et leur environnement est à la source de la définition de la démocratie comme mode de vie englobant tous les champs de la société. En effet, la démocratie devient dans ce cadre la capacité de contrôle des conditions sociales de l'autoréalisation des individus.

Enfin, l'auteure met également l'accent sur la manière dont Dewey tente d'échapper à l'alternative entre socialisme et libéralisme en défendant, à partir de la fin des années 1920, un socialisme démocratique radical, fondé sur une forme de libéralisme critique du laissez-faire. Cette articulation entre socialisme et libéralisme repose sur le dépassement du dualisme théorique opposant les logiques du conflit et de la coopération. Alice Le Goff montre ici qu'il existe bien chez Dewey une réflexion sur la conflictualité sociale, contrairement à une interprétation étroite de l'horizon normatif de délibération et de coopération qu'il défend.

Pourtant, la fécondité théorique de ces dépassements d'alternatives jugées trop rigides s'accompagne de certaines ambiguïtés dans la philosophie de Dewey, principalement dues selon l'auteure à la place centrale dans celle-ci de l'expérimentalisme. Si Dewey élabore selon elle une des visions de la démocratie la plus radicale et la plus aboutie philosophiquement, il a cependant tendance, regrette-t-elle, à s'auto-riser un « haut degré d'abstraction » (Le Goff, 2019 : 94), en particulier pour ce qui concerne le volet institutionnel de sa pensée⁷. Cette interprétation peut néanmoins être nuancée par les analyses de Dewey concernant la démocratie industrielle, qui fournissent des pistes très concrètes de transformation sociale (Renault, 2012 et 2020). Enfin, certaines prises de position de Dewey (1982), notamment à propos d'éventuels bienfaits de la guerre, ont pu générer des interrogations et critiques sur la dimension instrumentale d'un expérimentalisme qui serait incapable de fournir des critères d'évaluation des fins que se donne la société (Bourne, 1917/1964).

SOCIOLOGIE ET PRAGMATISME CHEZ C. W. MILLS : UNE RELECTURE CRITIQUE DU PROJET DEWEYEN

La deuxième partie de l'ouvrage propose une analyse critique de la philosophie sociale deweyenne par le prisme des travaux de C. W. Mills. Si ce chapitre ouvre des pistes de lecture passionnantes des travaux de Dewey, sa lecture est rendue plus difficile par l'accumulation d'auteurs se lisant, se complétant et se critiquant les uns les autres, qui lui donne parfois la forme d'une poupée russe bibliographique stimulante mais complexe. De la lecture de Dewey par Mills, faite principalement avec les lunettes de la sociologie de Weber et de l'institutionnalisme de Veblen, l'auteure retient deux éléments critiques fondamentaux.

Premièrement, Mills permet de montrer qu'un certain nombre de concepts de la philosophie sociale de Dewey jouent surtout le rôle de « justification éthique » du « projet réformiste » (Le Goff, 2019 : 185). Plaçant la pensée de Dewey dans le sillage du jeffersonisme et de l'agrarisme, Mills en fait ressortir l'orientation rurale et le rôle central donné à la valeur du travail, ainsi qu'une certaine « nostalgie » (*ibid.* : 112) de la communalité, entendue au sens webérien d'un type de relation sociale fondée sur le sentiment d'appartenance plutôt que sur un accord rationnel et délibéré à des intérêts communs. Dans ce cadre, celui de l'idéalisation d'une communauté de vie et de valeurs homogène, c'est le concept d'action qui est spécifiquement visé par Mills comme étant l'instrument du projet réformiste : « Sur la base de son modèle biologique d'action, Dewey assimile les questions de valeur à des problèmes solubles dans la méthode de l'intelligence et appréhende les questions sociales en termes d'ingénierie. » (*Ibid.* : 113).

Cette dimension est au cœur de sa théorie de la démocratie qui repose sur le présupposé, dont Le Goff souligne avec Thorstein Veblen qu'il relève presque de l'« acte de foi », d'un « possible contrôle social rationnel du changement social » (*ibid.* : 132). En outre, la définition

naturaliste de l'action sur le modèle biologique darwinien « aboutit à la focalisation sur des problèmes toujours spécifiques et nourrit le credo d'une politique réformatrice d'autant plus prudente que la notion d'ajustement reste formelle, souple, voire floue » (*ibid.* : 113). Une piste féconde pour dépasser cette problématique sans abandonner l'héritage darwinien réside dans les travaux de Veblen, dont la pertinence pour une lecture critique de Dewey est particulièrement bien mise en lumière par l'auteure (sur le lien de Veblen au pragmatisme de Mead et Dewey : Baggio, 2016). Alice Le Goff a d'ailleurs publié une introduction à la pensée de ce penseur institutionnaliste qui complète bien le présent ouvrage (Le Goff, 2019a). Veblen présente en effet l'intérêt de partager avec Dewey une lecture non téléologique de l'évolution et une critique de l'individualisme méthodologique fondée sur les travaux de Darwin, tout en défendant une conception radicale du changement social.

Deuxièmement, le fait que les concepts deweyens soient arriérés ainsi à son projet réformatrice les rend pour Mills, et c'est là, selon Le Goff, l'élément le plus fondé de sa critique, inopérants en termes d'analyse approfondie des structures sociales et des rapports de pouvoir qui sont au cœur des dynamiques de formation des groupes et luttes collectives. En abordant la formation des groupes sociaux de manière contradictoire, d'un côté avec un prisme pluraliste et interactionniste entravant l'analyse des structures sociales, de l'autre dans l'optique d'un projet politique ordonné à l'idée de communauté, Dewey passerait en effet à côté des logiques plurielles et des mécanismes de production des luttes et des groupes. Il s'en tiendrait, dans sa philosophie sociale, à une vision abstraite et quasi-mythique d'un « public » fondé sur des « besoins ». Si Le Goff passe ici en revue les différents commentaires qui ont mis en lumière la présence d'une théorie du conflit et des rapports de pouvoir chez Dewey (Hewitt, 2002 ; Hildreth, 2009 ; Rogers, 2009 ; Wolfe, 2012), elle souscrit néanmoins à la critique par C. W. Mills d'un manque de clarté et de systématisme de cette philosophie sociale, une limite due selon elle au fait que le « schéma directeur » de cette philosophie est « prioritairement d'ordre

normatif » (Le Goff, 2019 : 183). Les travaux de Mills, Weber et Veblen apparaissent dès lors comme autant de pistes possibles pour fonder une conception du politique en termes de conflit et de pouvoir sur une philosophie sociale qui en explicite les ressorts. L'auteure montre ainsi comment leurs travaux sur la stratification sociale en termes de classe et de statut et leurs analyses de la classe moyenne et de la société de masse permettent de critiquer et de corriger Dewey d'une manière très féconde et d'une saisissante actualité.

DÉMOCRATIE, PARTICIPATION, EMPOWERMENT : QUELLE ACTUALITÉ POUR LE PROJET PRAGMATISTE ?

Le dernier chapitre de l'ouvrage accomplit un important travail bibliographique en mettant en lien un vaste ensemble de travaux hétérogènes, en termes de champs et de thématiques disciplinaires, qui gravitent aujourd'hui autour de la question de la démocratie participative. Les théories de l'*empowerment*, du capital social, de la démocratie associative, de la polyarchie délibérative, de l'*Empowered Participatory Governance*, la philosophie de l'action publique, les théories critiques du capitalisme et du néolibéralisme et la sociologie critique des dispositifs participatifs sont ainsi mises en dialogue, posant les jalons d'une théorie de la démocratie à la hauteur des enjeux contemporains. En effet, comme le rappelle ici Alice Le Goff, la thématique de la participation est devenue centrale dans le déploiement d'un grand nombre de politiques publiques. L'auteure reprend les travaux d'Yves Sintomer, de Marie-Hélène Bacqué et de Loïc Blondiaux sur l'émergence d'un « nouvel esprit de l'action publique » (Le Goff, 2019 : 193) qui a bouleversé les secteurs de la ville et de l'environnement depuis les années 1990 (Blondiaux & Sintomer, 2002 ; Blondiaux, 2008 ; Bacqué & Sintomer, 2011). Elle rappelle les transformations législatives qui introduisent des impératifs de participation dans les démocraties, comme la loi de 2002 en France sur la « démocratie de proximité⁸ », ainsi que le développement et la circulation internationale d'un ensemble de dispositifs participatifs – budgets participatifs,

conférences de consensus (Porto de Oliveira, 2016). Ces évolutions font apparaître la démocratie participative comme un mode contemporain de gouvernement dont l'analyse et la critique sont donc un enjeu majeur pour la philosophie politique.

Alice Le Goff commence par rappeler les critiques adressées au principal courant théorique qui accompagne ces transformations démocratiques : la théorie de la démocratie délibérative. Elle recense ainsi les principales critiques adressées au modèle délibératif par la sociologie et la philosophie, à commencer par les féministes (Mansbridge, 1980 ; Young, 2002), pour leur formalisme, leur consensualisme et leur rationalisme excluant. Du point de vue méthodologique, ces critiques donnent lieu à un « tournant empirique » (Bohman, 1998), qui consiste à accorder une plus grande place à l'observation des pratiques et des dispositifs délibératifs, plutôt qu'à des modèles normatifs. L'auteure montre ensuite comment le pragmatisme a servi d'outil théorique particulièrement fécond pour dépasser la tension centrale entre délibération et participation (Bohman, 2008) – une délibération de qualité, subordonnée à un objectif de rationalité des décisions ayant tendance à être opposée dans la littérature à une participation étendue. Alice Le Goff propose alors d'analyser la manière dont un courant « néo-pragmatiste » (Le Goff, 2019 : 200) tente de surmonter ces limites. Dans le contexte d'un regain d'intérêt, d'un côté pour le pragmatisme politique, présenté comme voie moyenne entre la défense d'un État bureaucratique et l'attaque néolibérale de l'État social, de l'autre pour la démocratie comme stratégie de réforme radicale, ce courant entreprend une « traduction de l'expérimentalisme deweyen sur le plan institutionnel » (*ibid.* : 185). L'auteure rappelle alors les principaux présupposés théoriques empruntés au pragmatisme, sur des modes divers, par les travaux de Joshua Cohen, Charles Sabel, Michael Dorf, Christopher Ansell, et Archon Fung : la foi dans le « méliorisme » humain, une forme de « conservatisme progressiste » (capitaliser les expériences passées tout en révisant constamment les habitudes), de « localisme cosmopolite » (lier systématiquement les expériences locales et les

problématiques globales), un « holisme analytique » (résoudre des problèmes spécifiques à partir d'un horizon de valeur élargi), une vision processuelle des structures sociales et enfin une définition des institutions comme « réceptacle d'expériences et apprentissages, sujettes à un contrôle collectif et à des révisions sans être des "choses" manipulables par un design rationnel » (*ibid.* : 247). À partir de ces présupposés, les théoriciens de l'« expérimentalisme démocratique » (également objet d'un chapitre du livre de Roberto Frega, 2020), analysent un ensemble de dispositifs participatifs, comme la gestion de l'école ou de la police à Chicago chez Fung (voir son livre avec Erik Olin Wright dans le cadre du Projet « Real Utopias », 2003), et proposent des modèles démocratiques capables selon eux de pallier à la fois les défauts des démocraties représentatives et des modèles délibératifs et participatifs grâce au rôle central conféré aux processus d'enquête et d'expérimentation sur les problèmes publics.

L'aspect le plus stimulant de ce chapitre réside selon nous dans la mise en lumière des ambiguïtés de cet héritage néo-pragmatiste en théorie de la démocratie. Les liens conceptuels de l'expérimentalisme démocratique avec les théories de la gouvernance et du management (à travers les notions centrales de performance, d'évaluation, de *benchmarking*, de bonnes pratiques et de responsabilisation) posent en effet la question de ses accointances avec le néolibéralisme et la déstructuration de l'État. Alice Le Goff note ainsi, en s'appuyant sur les analyses de ce courant participatif en termes de « gouvernementalité » et de « technologies de la citoyenneté » (Cruikshank, 1999)⁹, une certaine « adhésion du discours de l'expérimentalisme démocratique, de façon relativement acritique et problématique, à une idéologie de la flexibilité qui est montée en puissance à la faveur des évolutions du capitalisme à partir des années 1970 » (Le Goff, 2019 : 249). L'intégration non questionnée des valeurs d'adaptabilité et de flexibilité ainsi que de la critique de l'État, la valorisation systématique de l'échelle locale qui occulte la nécessité de régulations générales dans un contexte d'interactions croissantes et globales, tendent à ignorer « la valeur de la stabilité du cadre d'interactions qui semble pourtant

conditionner toute participation réelle » (*ibid.* : 251). À ce titre, l'utilisation par l'auteure des analyses critiques du capitalisme et de la manière dont ses logiques temporelles mettent à mal la vie démocratique sont particulièrement intéressantes (Harvey, 1989 ; Boltanski & Chiapello, 1999 ; Scheuerman, 2004 ; Rosa, 2012). Notons d'ailleurs que si la problématique de la « bonne échelle » spatiale pour une participation démocratique de qualité est souvent posée, avec d'importantes discussions sur le rôle de l'échelle locale en démocratie, la problématique temporelle (y a-t-il des modes de rapport au temps incompatibles avec la démocratie, ou favorables à celle-ci ?) est moins souvent théorisée et constitue une piste de réflexion intéressante. Enfin, Alice le Goff fait apparaître le risque inhérent à toute traduction institutionnelle de la pensée de Dewey : transformer la démocratie en une machinerie, un design institutionnel, une technique de gouvernement vouée à résoudre des problèmes ultra-localisés avec l'aide des « citoyens ordinaires » – ce qui n'était pas l'intention de Dewey quand il écrivait *Le Public et ses problèmes* (1927/2010). À rebours de cette vision gestionnaire de la politique, mise en avant par l'interprétation institutionnelle du pragmatisme, l'enjeu est de maintenir des lieux où mettre en question radicalement les modes de production et d'organisation de la vie collective.

Face à cela, une des réponses fournies par les théories de la démocratie radicale, auxquelles malheureusement se confrontent peu les auteurs néo-pragmatistes, consiste à renouer avec la définition de la démocratie comme une « forme d'expérience toujours singulière, impossible à identifier à une forme de gouvernement » et donc comme « irrémédiablement localisée, ponctuelle et fragile » (Le Goff, 2019 : 253). À l'issue de ce parcours, il semble donc que l'héritage deweyen restitue un dualisme entre autonomie et institution dans les définitions de la démocratie qu'il propose. À ce titre, cet héritage est bien au cœur des problématiques posées par les évolutions contemporaines des mouvements sociaux qui, de la révolte des places aux Gilets jaunes, se posent sans cesse la question du dosage désirable entre ces deux dimensions. Si l'auteure ne tranche pas, elle invite néanmoins à

nuancer cette alternative en rappelant que les écrits de Dewey tentent de penser conjointement les formes autonomes et les formes institutionnelles de l'expérience démocratique.

Cet ouvrage foisonnant ouvre donc de nombreuses et passionnantes pistes de réflexion pour la théorie de la démocratie, tant par sa réflexion conceptuelle que par les ponts bibliographiques qu'il établit. En outre, il est traversé par deux tensions fondamentales et inhérentes à toute philosophie politique, et en particulier aux pensées pragmatistes, qui en font une vraie réflexion de fond sur la méthode d'une telle philosophie : celle du rapport entre théorie et pratique et celle des rapports entre philosophie sociale, philosophie politique et éthique.

La première est soulevée par le questionnement central dans l'ouvrage sur la possibilité d'une « traduction » de Dewey dans un modèle institutionnel, qui soulève en fait la question plus générale du passage de la théorie politique dans la pratique, de sa possibilité, de son bien-fondé, de ses modalités et de ses limites. Le manque de précision, dans les travaux de Dewey, sur la forme effective que devraient prendre les institutions démocratiques qu'il appelle de ses vœux, constitue-t-il un défaut ou bien le voir comme tel est-il une erreur sur le rôle de la théorie ? Si la réponse n'est pas explicitement formulée par Alice Le Goff, ce sont bien les limites d'une vision de la philosophie en termes de théorie à appliquer sans médiation dans un « modèle » pratique qui ressort de son vaste parcours dans les textes qui tentent de prolonger Dewey. Plus encore, l'ébauche d'une « philosophie sociale » de la démocratie dont elle pose ici les jalons nous invite à tenter une définition de cette philosophie comme ensemble d'analyses empiriques et conceptuelles qui nous aideraient à penser ce qu'il y a de démocratique et de non démocratique dans nos réalités, bien plus que comme « modèle ».

Enfin, deuxième point, Alice Le Goff, dans sa critique de Dewey, pointe un enjeu fondamental pour la philosophie politique et les luttes contemporaines : celui de l'*éthicisation* du politique. Elle

souligne en effet les « limites d'une philosophie sociale et politique privilégiant le schéma directeur d'un discours indissociablement critique et normatif (critique du capitalisme et de la bureaucratie, justification éthique d'une démocratie expérimentale) au détriment d'un travail approfondi sur les mécanismes sociaux et institutionnels de production, distribution et légitimation des rapports de pouvoir » (Le Goff, 2019 : 258). En définissant la démocratie comme « mode de vie », Dewey participe en effet de ce phénomène identifiable dans un certain nombre de mouvements sociaux contemporains qui se pensent comme des lieux d'exemplarité éthique et d'expérience authentique. L'articulation de ces problématiques avec l'analyse des mécanismes, des structures et des processus sociaux doit donc être au cœur d'une philosophie de la démocratie.

BIBLIOGRAPHIE

- BACQUÉ Marie-Hélène & Yves SINTOMER (2011), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte.
- BAGGIO Guido (2016), « The Influence of Dewey's and Mead's Functional Psychology Upon Veblen's Evolutionary Economics », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, VIII (1), p. 216-236. En ligne : (<https://journals.openedition.org/ejpap/467>).
- BLONDIAUX Loïc (2008), *Le Nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil.
- BLONDIAUX Loïc & Yves SINTOMER (2002), « L'impératif délibératif », *Politix*, 15 (57), p. 17-35.
- BOHMAN James (1998), « The coming of age of deliberative democracy », *The Journal of Political Philosophy*, 6 (4), p. 400-425.
- BOHMAN James (2008), « Réaliser la démocratie délibérative comme mode d'enquête : le pragmatisme, les faits sociaux et la théorie normative », *Tracés*, 15. En ligne : (<https://journals.openedition.org/traces/883>).
- BOLTANSKI Luc & Eve CHIAPELLO (1999), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOURNE Randolph (1917/1964), « Twilight of the Idols », in Id., *War and the Intellectuals : Collected Essays, 1915-1919*, New York, Harper Torchbooks, p. 53-64.
- CEFAÏ Daniel & Dominique PASQUIER (eds) (2003), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- CRUIKSHANK Barbara (1999), *The Will to Empower : Democratic Citizens and Other Subjects*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2011), *Une foi commune*, Paris, La Découverte.
- DEWEY John (1982), « America in the World », in *The Middle Works, 1899-1924*, vol. 11, Southern Illinois University Press.
- FREGA Roberto (2015), *Le Pragmatisme comme philosophie sociale et politique*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- FREGA Roberto (2020), *Le Projet démocratique*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- FUNG Archon & Erik Olin WRIGHT (eds) (2003), *Deepening Democracy : Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso.
- GARRAU Marie & Alice LE GOFF (2009), « Différences et solidarités. À propos du parcours philosophique d'Iris Marion Young », *Cahiers du Genre*, 46 (1), p. 199-219.
- GIRARD Charlotte & Alice LE GOFF (2010), *La Démocratie délibérative, anthologie de textes fondamentaux*, Paris, Hermann.
- GOURGUES Guillaume (2013), *Les Politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

- GOURGUES Guillaume, RUI Sandrine & Sezin TOPÇU (eds) (2013), « Critique de la participation et gouvernementalité », *Participations*, 6, 2. En ligne : (http://www.revue-participations.fr/numero_revue/2013-2-critique-de-la-participation-et-gouvernementalite/).
- HARVEY David (1989), *The Conditions of Postmodernity*, Oxford, Blackwell.
- HEWITT Randy (2002), « Democracy and Power : A Reply to Dewey's Leftist Critics », *Education and Culture*, 39 (3), p. 1-13.
- HILDRETH Roudy William (2009), « Reconstructing Dewey on Power », *Political Theory*, 37 (6), p. 780-807.
- HONNETH Axel (1998), « Democracy as Reflexive Cooperation », *Political Theory*, 26 (6), p. 763-783.
- LAUGIER Sandra & Albert OGIE (2011), *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, Paris, La Découverte.
- LE GOFF Alice (2009), *Démocratie délibérative et démocratie de contestation : repenser l'engagement civique entre républicanisme et théorie critique*, thèse de doctorat sous la direction de Christian Lazzeri, Université Paris-Nanterre.
- LE GOFF Alice (2011), « Démocratie délibérative contestation et mouvements sociaux. L'idée d'un "activisme délibératif" et ses implications », *Archives de Philosophie*, 74, p. 241-257.
- LE GOFF Alice (2011a), « Vers une approche pragmatiste et critique de la démocratie délibérative », *Cités*, 47 (3), p. 263-266.
- LE GOFF Alice (2013), *Care et démocratie radicale*, Paris, Presses universitaires de France.
- LE GOFF Alice (2019), *Pragmatisme et démocratie radicale*, Paris, CNRS éditions.
- LE GOFF Alice (2019a), *Introduction à Thorstein Veblen*, Paris, La Découverte.
- LIVINGSTON Alexander (2017), « Between Means and Ends : Reconstructing Coercion in Dewey's Democratic Theory », *American Political Science Review*, 111 (3), p. 522-534.
- MANSBRIDGE Jane (1980), *Beyond Adversary Democracy*, New York, Basic Books.
- MEAD George Herbert (1925), « The Genesis of the Self and Social », *International Journal of Ethics*, 35 (3), p. 251-277.
- MEDEARIS John (2015), *Why Democracy is Oppositional*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, p. 67-80.
- MENON Lois (2014), *The Misguided Search for the Political : Social Weightlessness in Radical Democratic Theory*, Londres, Polity Press.
- MISAK Cheryl (2000), *Truth, Politics, and Morality : Pragmatism and Deliberation*, New York, Routledge.
- OGIE Albert (2015), « La démocratie comme revendication et comme forme de vie », *Raisons politiques*, 57 (1), p. 31-47.
- OSTROM Vincent (1991), *The Meaning of American Federalism : Constituting a Self-Governing Society*, San Francisco, Institute for Contemporary Studies.

- PAPPAS Gregory (2012), « What Would John Dewey say about Deliberative Democracy and Democratic Experimentalism ? », *Contemporary Pragmatism*, 9 (2), p. 57-74.
- PORTO DE OLIVEIRA Osmany (2016), « La diffusion globale du budget participatif : le rôle des “ambassadeurs” de la participation et des institutions internationales », *Participations*, 14 (1), p. 91-120. En ligne : (<https://www.cairn.info/journal-participations-2016-1-page-91.htm>).
- RENAULT Emmanuel (2012), « Dewey et la centralité du travail », *Travailler*, 28 (2), p. 125-148.
- RENAULT Emmanuel (2015), « Une conception pragmatiste de la démocratie », in Christophe Bouton & Guillaume Le Blanc (eds), *Capitalisme et démocratie. Autour de l'œuvre d'Axel Honneth*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- RENAULT Emmanuel (2020), « Dewey et la démocratie industrielle », *Pragmata*, 3, p. 176-215.
- ROGERS Melvin (2009), *The Undiscovered Dewey*, New York, Columbia University Press.
- ROSA Hartmut (2012), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.
- SCHEUERMAN William (2004), *Liberal Democracy and the Social Acceleration of Time*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- SINTOMER Yves & Julien TALPIN (eds) (2011), « Démocratie délibérative », *Raisons Politiques*, 42, 2.
- SVAMPA Maristella (2009), « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 74 (4), p. 113-136.
- TALISSE Robert (2005), *Democracy After Liberalism : Pragmatism and Deliberative Politics*, Londres et New York, Routledge.
- VITIELLO Audric (2019), « La démocratie radicale entre action et institution. De la politique adversariale à la politique préfigurative », *Raisons politiques*, 75 (3), p. 63-93.
- WESTBROOK Robert B. (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WOLFE Joel (2012), « Does Pragmatism Have a Theory of Power ? », *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, IV (1), p. 120-138. En ligne : (<https://journals.openedition.org/ejpap/775>).
- YOUNG Iris Marion (2002), *Inclusion and Democracy*, New York, Oxford University Press.
- ZASK Joëlle (2000), *L'Opinion publique et son double*, 2 vol., Paris, L'Harmattan.
- ZASK Joëlle (2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- ZASK Joëlle (2015), *Introduction à John Dewey*, Paris, La Découverte.

NOTES

1 Le lien entre le pragmatisme et la démocratie s'est d'abord fait dans ses travaux par le biais de l'éthique du *care*. À partir de la pensée de Jane Addams, Alice Le Goff a en effet montré l'intrication entre la promotion de la participation démocratique et l'éthique du soin, abordant le motif du *care* par le prisme d'une philosophie politique démocratique (Le Goff, 2013).

2 Comme le souligne Emmanuel Renault (2015), Dewey a ainsi été successivement présenté comme un précurseur des théories de la délibération (Misak, 2000 ; Talisse, 2005), ou comme très éloigné de leurs présupposés normatifs (Pappas, 2012 ; Medearis, 2015), ou encore comme le défenseur d'une vision agonistique de la démocratie (Livingston, 2017).

3 Elle s'appuie sur une « cartographie » (Le Goff, 2019 : 8) de ces pensées critiques inspirée des travaux de McNay (2014).

4 La notion d'« espaces sûrs », née dans le mouvement féministe et développée à propos des mouvements sociaux dans les régimes autoritaires, désigne des lieux dans lesquels des personnes marginalisées ou réprimées peuvent s'assembler et partager leurs expériences avec une relative liberté de parole, égalité et sécurité.

5 Sur ce point, la sociologue argentine Maristella Svampa met en évidence une « tension », dans un grand nombre de mouvements sociaux contemporains, entre l'autonomie comme « horizon politique de l'émancipation » et l'autonomie comme « valeur refuge », résultat d'une sécession de la société générale (Svampa, 2009). Audric Vitiello propose quant à lui une présentation des discussions philosophiques au sein du champ « radical », autour de cette question de l'autonomie et de la dimension éthique de l'action contestataire.

6 Vincent Ostrom (1991), qui se réclame de l'héritage de Dewey, montre que la Constitution américaine met à distance une vision traditionnelle de la souveraineté comme autorité verticale et absolue incarnée dans la loi, pour lui préférer une version immanente et contractualiste inspirée de la théologie calviniste, où l'autorité émane de contrats entre des individus, reliés dans des communautés par leurs croyances religieuses communes.

7 Comme le note à juste titre Alice Le Goff, si Dewey refuse de réduire la démocratie à une machinerie politique, il n'est pas pour autant hostile aux institutions puisqu'il donne au contraire à celles-ci (comme l'école, l'entreprise, l'État...) un rôle central dans la formation d'un éthos démocratique.

8 Ce texte rend obligatoire la création de conseils de quartier dans les villes de plus de 80 000 habitant-e-s.

9 L'auteure se réfère ici à Barbara Cruikshank (1999), mais on peut également citer le travail, en France, de Guillaume Gourgues (2013) et le numéro de la revue *Participations* (Gourgues, Rui & Topçu, 2013).